

Russie : les artistes de rue en résistance

Description

En Russie, le street art n'est pas un simple décor urbain mais une forme de protestation vitale, là où le dialogue public est systématiquement étouffé. Entre 2022 et 2026, sous une répression sans précédent, ce mouvement a basculé de l'expression monumentale à la clandestinité totale. Malgré les murs effacés et les artistes traqués, la « protestation des solitaires » persiste pour rendre l'invisible visible.

Ce texte, né des échanges avec **Mikhaïl Oger**, curateur et producteur culturel, raconte ce basculement radical : quand l'art urbain cesse d'être une esthétique pour devenir un acte de survie.

Avant 2022, l'ère de la « zone grise »

Avant l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, le street art russe fonctionnait selon un principe de tolérance stratégique : l'État utilisait les grands festivals muraux pour afficher une image de modernité internationale, tandis que les artistes en profitaient pour occuper l'espace public et tester les limites du dicible.

Les années 2010 marquent la naissance d'une véritable résistance underground pluridisciplinaire, inscrite dans une tradition bien plus ancienne et mêlant graffiti, musique, théâtre de rue et actionnisme. Comme le souligne Mikhaïl Oger, la culture urbaine en Russie a vécu au cours de cette décennie une véritable percée, portée par un sentiment de liberté, permettant aux artistes d'être reconnus bien au-delà des frontières. Une consécration historique pour la scène locale fut la venue à Moscou en 2016 de la légendaire photographe américaine Martha Cooper dans le cadre de la biennale Artmosfera.



Non à la guerre - Vlada MV Pictures

Cette effervescence a été favorisée par une politique d'État relativement tolérante : à l'époque, le pouvoir se concentrait sur d'autres priorités, laissant le street art dans une forme d'angle mort bienveillant. M. Oger explique qu'il était alors possible de travailler de manière transparente avec les autorités, qui cherchaient à promouvoir la culture, tout en menant en parallèle des projets beaucoup plus radicaux, comme l'exposition dédiée à Oleg Navalny (frère de l'opposant russe Alexeï Navalny)⁽¹⁾. Ce grand écart entre soutien institutionnel et engagement politique était alors l'essence

même de cette « zone grise ».

Cette dualité est illustrée, par exemple, par l'action du groupe « Voïna » (guerre) en 2010 à Saint-Pétersbourg : les artistes avaient dessiné un phallus géant sur le pont qui, une fois levé, se dressait directement face aux fenêtres du siège local du FSB, action s'inscrivant là encore dans une tradition d'actions opérées à la fin de l'ère soviétique. Malgré des arrestations et une caution (pour laquelle Banksy a aidé à récolter les fonds), l'affaire avait été classée sans suite, prouvant qu'une provocation pouvait encore déboucher sur un non-lieu.

De même, au sein de galeries d'art contemporain, les pressions sont jusqu'en 2022 restées ponctuelles, prenant souvent la forme de convocations de routine par la police. En somme, cette période n'était pas un espace de liberté pure, mais une zone de négociation constante. Les artistes pouvaient aborder des thèmes sociaux (écologie, violence policière)

sans risquer la prison.

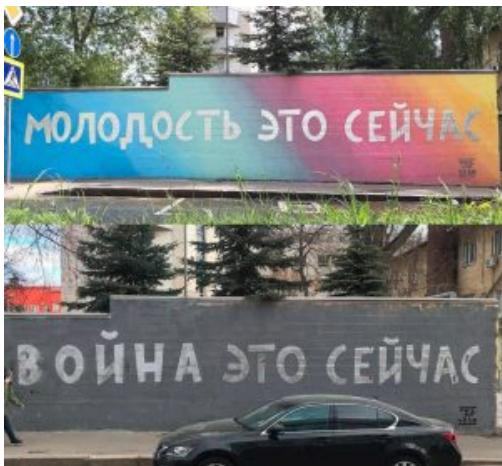


Briser si nécessaire – Andreï Tozhe

24 février 2022 : la rupture absolue

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a déclenché une onde de choc sans précédent. Ce n'est plus le temps des métaphores : la rue devient alors une plateforme capable de dire l'urgence. Connus ou anonymes, les artistes lancent une « mobilisation visuelle ». Partout dans les villes russes, des slogans, des colombes ensanglantées et des messages de paix apparaissent en quelques heures.

Par un geste symbolique fort, l'artiste Philippenzo scelle ce basculement : il recouvre lui-même sa fresque colorée « La Jeunesse c'est maintenant » d'un aplat argenté uniforme, sur lequel il inscrit : « La GUERRE c'est maintenant ». En effaçant sa propre création, il signifie l'impossibilité de l'art face à la tragédie. Connu pour ses œuvres radicales, l'artiste a été contraint à l'exil après l'ouverture d'une enquête pénale pour « vandalisme motivé par la haine politique ». Depuis son émigration, son engagement s'est intensifié : en 2024, il s'est rendu dans la région de Donetsk, du côté contrôlé par l'Ukraine, pour y réaliser une œuvre frappante représentant des croix funéraires marquées du symbole « Z ». Ce passage au front ukrainien illustre radicalement le destin de l'art contestataire russe, désormais banni de son propre territoire.



Philippenzo – La jeunesse, c'est maintenant / La guerre, c'est maintenant

L'État a industrialisé la censure : les caméras à reconnaissance faciale identifient les auteurs en quelques minutes, tandis que des brigades municipales effacent toute trace de dissidence en temps réel. Ce n'est plus le vandalisme qui est pourchassé, mais l'opinion. Le gris est devenu la signature visuelle du contrôle.

L'arsenal juridique de la répression

La répression est devenue systématique et utilise plusieurs outils juridiques pour criminaliser l'expression artistique. En voici quelques exemples :

- **Discrédit de l'armée** : toute œuvre évoquant la paix peut mener à des condamnations pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement. L'artiste **Vladimir Ovchinnikov** a été condamné à une amende pour des peintures anti-guerre, ses images ont ensuite été détruites.
- **Statut d'« agent de l'étranger »** : certains artistes, comme **Slava PTRK**, ont été inscrits sur cette liste, entraînant l'interdiction d'exposer, la rupture de contrats avec les galeries et l'obligation de mentionner ce statut sur chaque œuvre.
- **Vandalisme politique** : des artistes comme Philippenzo ont vu leur travail considéré comme un crime politique, avec des perquisitions et des enquêtes pénales ouvertes contre eux.
- **Perquisitions et rafles de masse** : en mars 2024, à une semaine de l'élection présidentielle, les forces de l'ordre ont mené des raids coordonnés visant plus d'une trentaine d'artistes dans plusieurs villes. Ces artistes ont subi des interrogatoires concernant l'affaire pénale contre **Piotr Verzilov**, fondateur de *Mediazona* et membre de *Pussy Riot*, accusé de haute trahison, alors même que beaucoup ne le connaissaient pas.



La Crimée n'est pas à nous – Artistes anonymes

L'artiste **Sacha Skotchilenko** est devenue le symbole de cette cruauté, condamnée d'abord à sept ans de prison pour avoir remplacé des étiquettes de prix dans un supermarché par des messages dénonçant le siège de Marioupol. De même, **Pavel Krissevitch** a été condamné à cinq ans de prison pour une performance sur la Place Rouge. **Alexei Moskaliou** a été condamné à deux ans de prison à cause d'un dessin anti-guerre réalisé à l'école par sa fille **Macha** (12 ans). Qu'il s'agisse de peinture, d'actionnisme

ou de performance : tout geste artistique dissident est désormais traité comme un crime de droit commun.



Fresque de Philippenzo dans le Donbass

Émigration forcée et mutation de l'art

Sous la pression, de nombreux artistes sont obligés de quitter la Russie. Ils continuent leur travail à Berlin, Tbilissi ou Paris, mais perdent leur support originel, les murs russes. Certains, ne pouvant se résoudre à l'exil, créent anonymement ou sous pseudonyme, diffusant leur art *via* réseaux sociaux, galeries et expositions à l'international. Cette création en exil devient un acte de résistance, portant la voix de ceux qui restent dans le pays.

L'œuvre de **Slava PTRK** (il réside désormais en France) illustre cette transition : lors de la mobilisation de l'automne 2022 en Russie, il a transformé un bâtiment délabré trouvé dans une forêt à Tivat (Monténégro) en une réplique d'un commissariat militaire russe : cet objet d'art prend la forme d'un bâtiment en ruines, entouré de débris, symbolisant l'absurdité de la machine de guerre.



Slava PTRK

Que reste-t-il aujourd'hui ?

Face à la surveillance totale, l'art urbain a muté pour devenir invisible aux algorithmes tout en restant présent pour le citoyen.

Cette transformation s'opère d'abord par une résistance capillaire : les artistes abandonnent la bombe aérosol, trop voyante, pour le crayon, le marqueur ou le petit autocollant. Ces micro-interventions investissent l'infra-ordinaire : étiquettes de supermarché, boutons d'ascenseur, sièges de métro ou toilettes de centres commerciaux, pour toucher le citoyen là où la police ne regarde pas. Parallèlement, des zones franches se créent dans l'ombre des forêts ou des usines désaffectées. L'œuvre y est installée, photographiée, puis diffusée anonymement sur des canaux.

Pour contourner la censure, les créateurs redécouvrent la langue d'Ésope, une tradition russe de métaphores et de non-dits. En parlant de sujets banals, ils dénoncent le système de manière détournée. Cette « esthétique de l'absence » utilise des ombres d'objets disparus ou des dates symboliques. C'est au spectateur de décoder le message dans son esprit.



Andreï Akouzine – Choisis la vie, refuse le front

Les réseaux sociaux ne sont plus un simple outil de partage mais un espace d'action en soi, lieu du méta-artivisme. En migrant vers le numérique, les artistes occupent des espaces où la censure n'a pas de prise directe. Le Web, tant que son accès n'est pas bloqué du moins, permet de créer des galeries virtuelles indestructibles et des projets collaboratifs entre l'exil et la Russie.

*Le rêve de tout artiste de graffiti est de peindre les murs du Kremlin, souligne Mikhaïl Oger à propos du projet digital **A War Is Not The Answer**, dont il a été le curateur. Ce projet de méta-artivisme utilise le numérique pour contourner la censure. Il s'agit d'une Place Rouge virtuelle où les murs du Kremlin deviennent un espace d'expression libre pour des artistes*

engagés. Alors que toute trace de contestation est immédiatement effacée dans les rues de Moscou, cette plateforme permet au street art de documenter la résistance visuelle face à la propagande.



Non à la guerre – Archives de Mikhaïl Oger

Un mouvement brisé mais persistant

La répression a profondément fracturé la scène urbaine russe, instaurant un climat de peur et d'autocensure qui a contraint ses figures majeures à l'exil, tandis que ceux qui demeurent actifs se réfugient dans un anonymat absolu. Entre l'intensification des arrestations et l'effacement systématique des œuvres sous le « carré gris » administratif, les réseaux de coordination autrefois vivants se sont dissous.

Pour que cette forme de résistance subsiste, le soutien international est devenu indispensable : il passe par la mise en lumière médiatique de ces créations, le soutien financier aux artistes russes anti-guerre contraints à l'exil, ainsi que par la documentation numérique rigoureuse des œuvres, avant leur disparition matérielle.

Notes :

(1) Oleg Navalny a été condamné à 3,5 ans de prison ferme dans l'affaire Yves Rocher, un verdict qualifié d'arbitraire par la CEDH et perçu comme une mesure de pression contre son frère Alexeï. En 2019, une exposition a mis en lumière son travail artistique réalisé en cellule : il créait des esquisses de tatouages pour des demandeurs du monde entier, qui les faisaient ensuite tatouer en signe de solidarité.

Vignette : Mikhaïl Oger

* Olga Shevchuk, militante, est chargée de mission auprès de l'association [Russie-Libertés](#).

date créée

25/05/2026

Champs de Méta

Auteur-article : Olga Shevchuk*